

Suppression de l'AME : 3 500 médecins menacent de désobéir si l'aide médicale d'Etat disparaît

Le Monde avec AFP

- [Société](#)
- [Santé](#)

Ces professionnels de santé s'engagent à « continuer de soigner gratuitement » les malades sans papiers si le dispositif devait disparaître, comme le souhaite une partie de la classe politique.



« *Moi, médecin, déclare que je continuerai à soigner gratuitement les patients sans papiers selon leurs besoins, conformément au Serment d'Hippocrate que j'ai prononcé.* » Voici la « *déclaration de désobéissance* » signée par 3 500 médecins salariés et libéraux, opposés à la suppression de l'aide médicale d'Etat (AME) aux sans-papiers, dans un appel transmis samedi 11 novembre à l'Agence France-Presse (AFP). Ces professionnels de santé s'engagent à « *désobéir* » et à « *continuer de soigner gratuitement* » ces malades si le dispositif devait disparaître, comme le souhaite une partie de la classe politique.

« *Je resterai indifférent à leurs conditions sociales ou financières, ainsi qu'à leur langue et leur nationalité* », promettent les signataires dans ce texte lancé par deux psychiatres chefs de service dans les hôpitaux Henri Mondor de Créteil et le centre hospitalier intercommunal de Créteil, les P^r Antoine Pelissolo et Jean-Marc Baleyte. « *La déontologie prescrit le juste soin pour chaque personne qui me consulte. La sagesse dénonce la faute éthique et en passant l'erreur épidémiologique* », poursuivent-ils. Avant de conclure : « *Patients d'ici et d'ailleurs, ma porte vous est ouverte. Et le restera.* »

Lors de l'examen du projet de loi sur l'immigration, cette semaine, le Sénat a adopté un amendement qui supprime et transforme l'AME en « *aide médicale d'urgence* ». Le gouvernement ne s'y est pas opposé, mais le ministre de l'intérieur, Gérard Darmanin, a depuis déclaré qu'il ne « *souhaitait pas* » que le texte reste en l'état.

« Dans les hôpitaux, c'est bien une désobéissance »

L'AME couvre à 100 % les frais de santé des étrangers présents sur le sol français depuis au moins trois mois. Ses détracteurs l'accusent de générer un « *appel d'air* » pour l'immigration clandestine et de coûter « *trop cher* », actuellement 1,2 milliard d'euros annuels pour 400 000 bénéficiaires (3 000 euros par an par bénéficiaire).

« *Beaucoup de médecins libéraux ont signé, généralistes ou spécialistes. S'ils reçoivent un patient non couvert, ils ne seront pas payés. C'est une prise de position très forte* », a expliqué le P^r Pelissolo. « *Dans les hôpitaux, c'est bien une désobéissance. Je peux ne pas déclarer une consultation. Dans le cas d'une hospitalisation, ce sera aux frais de l'hôpital. C'est ma décision même si c'est contre les règles habituelles de l'hôpital* », a-t-il précisé.

Parmi les autres signataires figurent l'urgentiste Patrick Pelloux, Julie Chastang, vice-présidente du Collège de médecine générale et le néphrologue pédiatre Rémi Salomon. Trois mille soignants – des médecins, mais aussi des professions paramédicales – avaient déjà signé la semaine dernière une tribune dans *Le Monde*, appelant à préserver ce dispositif « *de santé publique* ».

Le Monde avec AFP

Vous pouvez lire *Le Monde* sur un seul appareil à la fois

Ce message s'affichera sur l'autre appareil.

[Découvrir les offres multicomptes](#)

- Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire *Le Monde* avec ce compte sur un autre appareil.

Vous ne pouvez lire *Le Monde* que sur **un seul appareil** à la fois (ordinateur, téléphone ou tablette).

- Comment ne plus voir ce message ?

En cliquant sur « » et en vous assurant que vous êtes la seule personne à consulter *Le Monde* avec ce compte.

- Que se passera-t-il si vous continuez à lire ici ?

Ce message s'affichera sur l'autre appareil. Ce dernier restera connecté avec ce compte.

- Y a-t-il d'autres limites ?

Non. Vous pouvez vous connecter avec votre compte sur autant d'appareils que vous le souhaitez, mais en les utilisant à des moments différents.

- Vous ignorez qui est l'autre personne ?

Nous vous conseillons de [modifier votre mot de passe](#).

Lecture restreinte

Votre abonnement n'autorise pas la lecture de cet article

Pour plus d'informations, merci de contacter notre service commercial.